



LES FILLES SUR UN PIED  
D'ÉGALITÉ



Le rapport africain sur les filles et le droit

15 novembre 2019 | Hôtel Hyatt Regency, Addis Abeba

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE SOUS EMBARGO JUSQU'AU 15 NOVEMBRE 2019 –  
14h00 EAT / 11h00 GMT**

## **UN NOUVEAU RAPPORT MONTRE UN NIVEAU ALARMANT DE DISCRIMINATION JURIDIQUE CONTRE LES FILLES**

Addis Abeba, 15 novembre 2019 – Des millions de filles africaines sont confrontées à l'exclusion et à l'exploitation au quotidien car la loi est discriminatoire à leur égard et ne parvient pas à faire respecter leurs droits. De nombreuses législations perpétuent des croyances et pratiques politiques, sociales et culturelles profondément enracinées et qui visent à soumettre les filles, d'après un nouveau rapport publié ce jour [15 novembre] par African Child Policy Forum (ACPF) et Plan International.

*Les filles sur un pied d'égalité : La rapport africain sur les filles et le droit est le premier rapport du genre à avoir mené une étude approfondie des lois et pratiques des États et de leur impact sur les droits des filles.*

Voici quelques exemples flagrants de discrimination par la loi tels que ce rapport les a révélés :

- **Les systèmes juridiques** comprenant un âge minimum légal pour le mariage et le consentement sexuel inférieur pour les filles que pour les garçons
- Les « tribunaux informels » qui obligent les filles à se marier à des hommes qui les ont violées ou agressées sexuellement
- Les lois qui excluent de l'école les filles enceintes
- L'incapacité à poursuivre en justice les auteurs de mutilations génitales féminines (MGF) et de mariage d'enfants
- Les tribunaux qui adoptent des perceptions patriarcales et qui **rejettent** des affaires d'agression sexuelle sur des filles pour des motifs fallacieux tels que **le fait qu'une fille ait l'air plus âgée**
- Les législations discriminatoires ou dégradantes envers les filles en situation de handicap
- Les lois, règles et pratiques en matière de succession qui favorisent les garçons par rapport aux filles.

Le problème ne vient pas seulement de l'insuffisance des instruments juridiques nationaux mais aussi de l'incapacité des instruments internationaux à traiter pleinement la question des

Pour plus d'informations, veuillez contacter Martin Atkin – Consultant en communication  
Email : martin@funnelweb.org. | Tél. : +44(0)779 544 3607 | Skype : martin.atkin

vulnérabilités spécifiques aux filles. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes (CEDAW) n'évoque pas les enfants car elle porte principalement sur les femmes, et la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) n'évoque pas le genre car elle considère les enfants comme étant un groupe homogène.

« Les filles africaines sont confrontées à une double discrimination à la fois en tant qu'enfants et en tant que personnes de sexe féminin, » a déclaré l'auteure du rapport, le Dr. Violet Odala, cheffe de programme chez ACPF. « Les filles passent entre les mailles du filet de la plupart des lois et des politiques, qui, dans la plupart des cas, portent sur les femmes ou sur les enfants en tant que groupes, sans égard particulier pour la situation spéciale que connaissent les filles. L'invisibilité des filles dans les lois et les politiques entraîne donc un déséquilibre légal favorable aux garçons. »

« Les filles africaines sont bien moins estimées et respectées que les garçons. L'exclusion, l'exploitation, les privations et la soumission sont la norme pour une immense majorité d'entre elles, » d'après le Dr. Assefa Bequele, directeur exécutif d'African Child Policy Forum (ACPF). « Aujourd'hui encore, la discrimination entre les sexes reste inscrite dans les lois de nombreux pays d'Afrique, même dans les pays signataires des accords internationaux en la matière. Même lorsqu'il existe des lois et politiques visent à protéger et à promouvoir les droits des filles, elles sont souvent mal mises en œuvre, voire ignorées. Cette situation est inacceptable et doit impérativement cesser. »

Le rapport a établi que l'exploitation et la soumission des filles africaines débute dès la naissance et se poursuit tout au long de la vie. De nombreuses adolescentes sont contraintes à abandonner leur scolarité avant d'avoir achevé l'école secondaire et subissent des pressions visant à leur faire accepter des rôles de genre stéréotypés tant au sein du foyer que dans le monde du travail, qu'il soit formel ou informel.

« Dans une Afrique profondément patriarcale et ancrée dans des différences entre les sexes, on fait sciemment taire la voix des filles, » selon Anne-Birgitte Albrechtsen, PDG de Plan International, partenaire de ce projet. « Leurs chances d'épanouissement et de décider pour elles-mêmes sont grandement diminuées, voire inexistantes. Les Objectifs pour le développement durable ne seront pas atteints sans changement radical des lois, des politiques et des pratiques à l'égard de l'intérêt supérieur des filles. Mettre les filles sur un pied d'égalité demeure l'un des défis les plus pressants et les plus constants auxquels se heurte le continent aujourd'hui. »

L'Afrique a fait des progrès considérables quant au statut socioéconomique et légal de ses enfants, mais il reste encore bien plus à faire, » a conclu le Dr. Assefa Bequele. « **Garantir l'égalité pour les filles relève d'abord et avant tout de la dignité humaine, du respect de la dignité humaine des filles.** De plus, investir dans les droits des filles à l'éducation, à la santé et à l'égalité n'est pas simplement un impératif moral : c'est crucial pour la réalisation du potentiel économique et social de l'Afrique. »

**FIN**



À propos d'ACPF : African Child Policy Forum (ACPF) est un centre panafricain indépendant et non-lucratif de recherche et de plaidoyer sur l'enfant africain. Établi en 2003 en raison de l'inquiétude que suscitait le sort de l'enfant africain, nous devons, nous Africaines et Africains, reconnaître notre responsabilité collective envers la réalisation de tous les droits pour tous les enfants.

Plus d'informations sur : <http://africanchildforum.org/>

À propos de Plan International : Plan International est une organisation humanitaire et d'aide au développement indépendante visant à faire progresser les droits de l'enfant et l'égalité pour les filles partout dans le monde. Nous savons que chaque enfant. Nous reconnaissons à chaque enfant ses facultés et son potentiel. Mais ces derniers se trouvent souvent mis à mal par la pauvreté, la violence, l'exclusion et les discriminations. Et ce sont les filles qui sont les plus touchées. Nous apportons des changements à la fois dans les politiques et dans la pratique, aux niveaux local, national et mondial.

Plus d'informations sur : <https://plan-international.org>

Téléchargez le rapport sous embargo : *Les filles sur un pied d'égalité : Le rapport africain sur les filles et le droit*

Pour plus d'informations, veuillez contacter Martin Atkin, Consultant en communication

Email : [martin@funnelweb.org](mailto:martin@funnelweb.org). | Tél. : +44(0)779 544 3607 | Skype : martin.atkin